



Mercredi 15 juin 2005

**VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU REPRESENTANT SPECIAL DU  
SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES POUR LA RDC,  
M. WILLIAM LACY SWING**

« Bonjour tout le monde,

Etant donné le développement remarquable de ces derniers jours et semaines, et avec l'approche de la fête nationale, j'ai pensé que c'était une bonne idée de venir assister brièvement à cette conférence de presse, parce que c'est rare que j'y assiste. Je voulais simplement relever quelques points.

Nous avons bien pris note de la décision du Parlement, en conformité avec l'article 196 de la Constitution de la Transition, de prolonger la Transition afin d'assurer toutes les perspectives nécessaires pour des élections libres, transparentes et démocratiques.

Nous nous réjouissons du début, ce lundi 20 juin, du processus d'enrôlement et d'enregistrement des électeurs.

Je crois en effet, de notre point de vue, notre modeste et humble point de vue, en tant qu'étrangers dans ce pays, que la RDC a franchi une étape importante avec le lancement, il y a deux jours, des opérations d'enrôlement, d'identification et d'enregistrement des électeurs à Kinshasa. C'est une étape essentielle qui marque le début du processus électoral. En deux jours, 11 409 électeurs ont été enregistrés dans les 6 Communes tests dans 93 des 1143 sites, de la ville de Kinshasa.

Aujourd'hui nous pouvons mesurer le chemin parcouru pour mettre en place des bases solides pour la tenue des élections libres, transparentes et démocratiques. Les résultats sont là : des textes essentiels, une quinzaine, ont déjà été promulgués. Les lois sur la nationalité, par exemple, sur les partis politiques, le décret sur la sécurisation des élections. Et le 18 juin, samedi dernier, le lancement d'un programme de sensibilisation et d'éducation civique. Le même jour, l'après-midi, les partis politiques ont signé le code de bonne conduite, élaboré avec l'aide des experts internationaux. La loi sur le référendum a été adoptée. Et les travaux de rédaction du texte de la loi électorale ont déjà débuté.

Pour tous les Congolais et Congolaises qui ont reçu leur carte d'électeurs dès lundi, le processus électoral est devenu une réalité. Il faut que ce processus se poursuive! Le processus électoral est devenu irréversible !

A l'approche de la date anniversaire de l'Indépendance du Congo, pour le bien-être du peuple et du processus, il faut s'abstenir de tout acte qui serait de nature à ruiner les efforts et le progrès déjà accomplis.

Je me réfère au Communiqué du CIAT qui, il y a quelques jours, lançait un appel aux Congolais et Congolaises à se présenter aux bureaux d'inscription de la CEI afin de retirer la carte d'électeur au fur et à mesure que ceux-ci sont ouverts. Il convient que tous s'abstiennent de tout acte et de tout langage qui mettrait en péril les opérations d'enrôlement électoral. Il appelle, en outre, les forces chargées de la sécurisation des opérations d'enrôlement et de maintien de l'ordre public en général à faire preuve de patriotisme et d'esprit républicain dans la conduite de leur mission.

Tout le monde est d'ores et déjà concentré et focalisé sur les tâches essentielles qu'il faut accomplir si l'on veut avoir des élections crédibles, comme on dit, libres, transparentes et démocratiques : le Gouvernement, le Parlement, la Commission électorale indépendante, et nous qui venons de l'étranger afin de soutenir et assister le processus, nous avons tous nos tâches.

Pour notre part, la MONUC accompagne la Transition dans les domaines essentiels au processus électoral. Nous avions auparavant une petite unité de 8 spécialistes électoraux qui sont depuis devenus une grande division de 135 spécialistes qui sont déployés dans ce grand pays, pour être là, à côté de la CEI, pour donner un coup de main, une assistance appropriée là où on peut. Nous sommes en train, avec les autres partenaires nationaux et internationaux, d'aider avec la formation des policiers congolais. Une force de police entraînée aux techniques de maintien de l'ordre et au respect des Droits de l'homme est indispensable pour le bon déroulement du processus de paix.

Nous essayons avec les autres partenaires de coordonner les contributions financières, parce que les premières estimations se chiffrent à 285 millions de dollars pour les élections qui incluent le processus d'enregistrement, le référendum et les élections mêmes. Un autre paquet, estimé à peu près à 100 millions de dollars, est nécessaire pour la logistique dans un pays qui a un système routier qui ne marche pas très bien. Il faudra en plus 40 millions de dollars pour le coût de sécurité électorale. Ça vous donne un paquet d'un peu plus de 400 millions de dollars. Nous essayons avec nos partenaires de coordonner ces contributions

Les enquêtes sur les violations des Droits de l'homme. Nous avons une section de Droits de l'homme ici qui fait régulièrement des investigations. Nous faisons de notre mieux, pour aider les FARDC à désarmer et à démobiliser les milices en Ituri et à faire en sorte que les Interhamwe et ex-FAR, les groupes armés étrangers dans les deux Kivu, rentrent chez eux au Rwanda.

[En Ituri], nous avons certains succès avec les FARDC. On a démobilisé plus de 15 000. Il reste peut-être 1000 qui continuent à causer des dégâts et des menaces pour la population. Ils ont tué 12 soldats de la MONUC depuis le mois de janvier.

On fait la même chose dans le Kivu, dans la mesure de nos ressources essayant d'aider le gouvernement de transition, les autorités et les FARDC pour faire les pressions politiques militaires et juridiques pour que ces gens rentrent chez eux et laissent la population en paix et en sécurité.

Toutes ces actions sont essentielles pour favoriser la restauration d'un Etat de droit et créer un environnement favorable pour les élections et pour l'avenir.

Je vais peut-être vous surprendre. Ces élections ici au Congo seront les plus grandes élections auxquelles les Nations Unies, avec toute son expérience, ont jamais assisté. Dans quel sens? Premièrement, sur le plan de la superficie. L'Ituri a 7.000 km<sup>2</sup> de plus que la Sierra Leone, le Cambodge est aussi grand que le Bas-Congo. Le Liberia un peu moins que le Nord-Kivu. [La République démocratique du Congo] est un grand pays qui demande beaucoup d'effort, beaucoup d'argent, beaucoup d'organisation.

Deuxièmement. C'est le plus grand électorat. L'Afrique du Sud a un électorat de 20 millions. Ici nous l'estimons entre 26 et 28 millions d'électeurs. Je vous ai donné le coût des opérations. Il faut 9.000 centres d'enregistrement et, il faut 40.000 centres de vote. Tout ça avec la participation de tous les citoyens du pays, en utilisant tous les bâtiments disponibles, les églises, les écoles, les bâtiments du Gouvernement, etc.

Monsieur Mandela a dit à un certain moment après sa libération et avant les premières élections démocratiques en Afrique du Sud qu'il avait l'impression d'être en contact physique avec l'histoire. Est-ce qu'on est arrivé à un moment comme ça ici? On se pose la question. Car on approche un moment historique, un moment qui, pour moi, est marqué par plusieurs choses.

Premièrement que le peuple congolais, depuis 1960, n'a jamais été aussi proche des élections qu'aujourd'hui. Deuxièmement, le peuple congolais et le processus de transition n'ont jamais eu plus d'amis et de soutien qu'aujourd'hui. On a déjà dépensé 3 milliards de dollars pendant les 5 premières années de la MONUC pour financer la paix et la sécurité par le Conseil de Sécurité, il y a 35 résolutions du Conseil de Sécurité, au moins 26 déclarations du Président du Conseil de Sécurité, 22 rapport du Secrétaire Général sur la situation au Congo, 5 Accords de paix internationaux comme l'Accord de Lusaka, et chaque année depuis 5 ans une grande mission du Conseil de Sécurité en RDC. La MONUC est la plus grande mission de l'histoire des Nations Unies qui consomme entre 20 et 25 % du budget global pour le maintien de la paix.

La MONUC compte au total 110 nationalités dont près de 50 nationalités composent les forces de la MONUC et 19 sont dans la Police civile.

Pour conclure, il faut peut-être revenir aux questions essentielles. Pourquoi les élections au Congo sont-elles importantes? Pourquoi faut-il que la transition réussisse? Pour plusieurs raisons. Mais, faute de temps, je me limite à trois ou quatre.

Premièrement c'est une des plus graves tragédies du monde avec 3,5 millions de morts pendant les deux guerres, 2,4 millions de déplacés dans les 11 provinces du pays, 388.000 réfugiés dans les neuf pays du voisinage, 17 millions de personnes malnutries, environ 3 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA, 2000 victimes des mines anti-personnels, et j'en passe.

Deuxièmement, c'est, à mon humble point de vue, la seule sous-région de l'Afrique qui a toujours manqué un centre de stabilité politique. Il faut le créer maintenant avec ces élections pour une sous-région stable qui vive en paix et harmonie l'une avec l'autre.

Troisièmement. Vous connaissez mieux que moi les potentialités économiques de votre pays. Le fleuve représente 10 à 13 % de la capacité hydroélectrique du monde. Un pays qui possède

plus de 50 pour cent de toutes les forêts qui restent en Afrique, les ressources minérales considérables et surtout le peuple congolais qui est la grande ressource du pays.

Et finalement, si vous prenez en considération toutes les crises en Afrique aujourd'hui, sans mentionner les noms puisqu'il y en a beaucoup, et qu'on vous demande d'en choisir une qui doit être résolue, c'est évidemment celle du Congo. Car le Congo touche toutes les parties de l'Afrique. L'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. Nous qui venons de l'étranger, nous sommes très fiers, très privilégiés de nous trouver parmi vous et avec vous en ce moment afin d'apporter notre modeste contribution à ce processus que vous avez entamé.

\*\*\*\*\*